



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COPIE

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Le 9 septembre 2022

Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2022- 0071 du 9 septembre 2022

Portant mise en demeure la SA Annecy Béton Carrières concernant l'exploitation de la carrière de matériaux alluvionnaires à sec sur la commune de Desingy

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-084 du 23 août 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014167-0006 du 16 juin 2014 autorisant la SA Annecy Béton Carrières à exploiter une carrière alluvionnaire à sec sur le territoire de la commune de Desingy ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT-2022-0710 du 16 mai 2022 (arrêté cadre sécheresse) fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse ;

VU la visite d'inspection réalisée sur le site le 26 juillet 2022 par l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 12 août 2022 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 12 août 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que le jour de la visite le laveur de roues des camions était présent au niveau de la sortie de la carrière et qu'il fonctionnait ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant nous a déclaré que le système de lavage des roues est en circuit ouvert ;

Adresse : 3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY
Tel : 04 50 08 09 25
Mél : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr
<http://www.haute-savoie.gouv.fr/>



CONSIDÉRANT que l'exploitant nous a déclaré sa mise en circuit fermé courant 2023 ;

CONSIDÉRANT que nous sommes en période de sécheresse depuis plusieurs semaines et que l'arrêté cadre prescrit l'optimisation de l'utilisation des eaux prélevées dans le milieu ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

A R R E T E

Article 1er : La SA Annecy Béton Carrières dont le siège social est situé au 4 rue Aristide Bergès – 38080 L'ISLE D'ABEAU Cédex, exploitant une carrière à sec de matériaux alluvionnaires située sur le territoire de la commune de Desingy, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois, les dispositions de l'article 33 de l'arrêté préfectoral n°PAIC-2014167-0006 du 16 juin 2014.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code et notamment :

1. obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser ;
2. faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II
3. ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée.

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à la SA Annecy Béton Carrières.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de la commune de Desingy.

Pour le préfet,
Le sous-préfet de Bonneville,
chargé de la suppléance du secrétaire général,


Rémy DARRÔUX